

“C'EST POSSIBLE !

LA PREUVE PAR L'EXEMPLE

#4 • mars 2014



Interdire les Lobbys !

la revue du blog : www.gabrielamard.eu



Votons pour qu'ils dégagent tous ! p 3

Devenue le paradis des lobbys, Bruxelles a besoin d'un grand coup de balai pour chasser les spoliateurs de l'intérêt général ! Utilisons notre bulletin de vote pour dégager les lobbys !

Les lobbys tout puissants à Bruxelles p 4

Amis issus de réseaux opaques, visiteurs du soir, ou rôdant dans les couloirs du Parlement, les lobbys sont partout et infiltrent les cercles de pouvoir. Ils sont prêts à tout pour avoir gain de cause, dans le mépris complet de la loi et de la démocratie.

Le néolibéralisme forcené, œuvre des lobbys p 5

L'Union européenne est devenue l'Europe austéritaire à la solde des lobbys. Financiers et Multinationales dictent aux dirigeants politiques des mesures ultralibérales pour augmenter leurs profits.

Les députés français au banc des accusés p 6

Front national, UMP, Parti socialiste, Modem et Europe Ecologie-les Verts : quel est leur point commun ? Leurs députés européens votent presque tous en faveur des mesures néolibérales et antisociales de la Commission, y compris ceux qui se disent anti-système ou anti-lobbys...

Désobéir pour révolutionner l'Europe p 7

Le Parti de Gauche conscient de cette réalité promeut un programme de rupture avec l'ordre austéritaire de l'UE. La Désobéissance européenne, voilà comment engager la résistance !

Interdire les lobbys p 8

Ils gangrènent la démocratie et étouffent la souveraineté populaire. Avant toute désobéissance aux traités et aux directives européens, il faut interdire les lobbys et les chasser de l'espace public.

Défendre les biens communs et les services publics p 9

Les lobbys s'attaquent aux services publics et détruisent les biens communs, en utilisant la législation libérale de l'Union. Nous devons protéger et défendre le service public dans le souci de l'intérêt général contre les libéralisations et les privatisations !

Notre ennemi invisible, les lobbys p 10

Depuis que je suis entré en politique, j'ai fait de la guerre contre les lobbys la priorité de mes mandats. Je m'attaque maintenant au cœur du système.

La revue C'est possible est disponible sur le blog de Gabriel Amard,
<http://www.gabrielamard.fr/>
N°1, L'écologie pour de vrai
N°2, Vive la révolution citoyenne
N°3, En Europe et partout ailleurs, Place au Peuple





Photo © Philippe Leroyer

Votons **POUR QU'ILS DÉGAGENT TOUS !**

L'Union européenne est devenue le paradis des lobbys. Voix des multinationales et du monde de la finance, ils dominent Bruxelles, dictent la législation la plus profitable à leur business, au détriment de la démocratie et du bien public. Professionnels du trafic d'influence et de la corruption, ils multiplient cadeaux et échanges de faveurs dans cet obscur entre-soi qu'est devenue l'oligarchie technocratique européenne.

Aujourd'hui, les politiques de droite comme du PSE ne sont que les scriptes de ces donneurs d'ordre. Les grandes décisions de l'Union sont inspirées par les intérêts particuliers qu'ils défendent. Du marché unique au traité de Maastricht en passant par la Politique Agricole Commune (PAC), ils perfusent tous les grands textes et les grandes politiques. Ils sont au cœur des négociations du Grand marché transatlantique (GMT), en dépit de toute légitimité politique.

Les lobbys sont le fléau de l'Europe. Agissant entre légalité et illégalité, ils privent les peuples européens de toute souveraineté, et font de leurs représentants de simples pantins soumis à leur volonté. Qu'on regarde José-Manuel Barroso, Herman Von Rumpuy, mais aussi Angela Merkel ou François Hollande ! Pliés devant les extravagants desiderata des détenteurs de grands capitaux qui exploitent les peuples et sac-cagent la planète.

C'est pourquoi les élections européennes du 25 mai 2014 doivent être l'occasion d'un grand coup de balai : un bulletin de vote pour interdire les lobbys, les chasser de l'espace public et de la délibération collective, pour reprendre le pouvoir face à l'argent tout-puissant.

PUBLIÉ LE 28 FÉVRIER 2014 SUR WWW.GABRIELAMARD.EU



Les lobbys tout puissants **À BRUXELLES !**

Qu'on ne s'y trompe pas : derrière leur jargon d'experts, leur seul objectif est de faire régner l'ordre néolibéral. Ils veulent faire du monde un vaste marché où il est possible de faire des profits avec tout aux seuls bénéfiques de l'hyperclasse des hyper-riches. Comment s'y prennent-ils ?

C'est tout d'abord par un réseau d'interconnexions formé sur le banc des grandes écoles et par la fréquentation de cercles communs. François Hollande n'est pas moins ami des patrons que Nicolas Sarkozy. Il est par exemple proche de Jean-Jacques Augier, ancien président de la société de Taxi G7, propriétaire de la Holding Eurane et actionnaire de sociétés financières aux Iles caïmans, ou d'Henri de La Croix de Castries, ancien patron de la société d'Assurance AXA.

C'est ensuite l'institutionnalisation du lobbying, avec des cabinets, un registre officiel, des droits d'entrée etc. La vision anglo-saxonne, selon laquelle être à l'écoute des intérêts particuliers est nécessaire pour la démocratie, prévaut à Bruxelles. Sauf que ce sont toujours les mêmes qui sont écoutés ! Syndicats, associations et ONG, dotés de moins de moyens pour se faire entendre, sont constamment méprisés.

Les conflits d'intérêts pullulent. Par exemple, l'agence Européenne de Sécurité des aliments est composée à 55% des salariés de firmes agroalimentaires. 13 membres de la première Commission Barroso sont partis dans le privé, dont un – Günter Veeugen – a créé son propre cabinet de lobbying. Un commissaire européen anti-tabac, Jonh Dalli, a été contraint à la démission par José-Manuel Barroso et l'industrie du tabac, après un scandale de corruption qui le mettait faussement en cause.

Sans parler des cadeaux, des restaurants, et autres vacances tout frais payés pour inciter les eurodéputés à adopter les vues des lobbys. Le Sunday Times a ainsi piégé trois eurodéputées en leur proposant 100 000 euros contre proposition d'amendements !

Le néolibéralisme forcené, **ŒUVRE DES LOBBYS !**



PUBLIÉ LE 28 FÉVRIER 2014 SUR WWW.GABRIELAMARD.EU

Lorsque l'on se penche sur l'histoire récente de l'UE, sur les orientations prises et les textes adoptés, on constate une concomitance entre l'influence des lobbys et l'approfondissement des préceptes néolibéraux.

Le marché unique : un copié-collé d'un texte de la Table Ronde européenne des industriels

Le marché unique (1984) institue dans l'UE la liberté de circulation des personnes, des capitaux, des marchandises et des services. Autrement dit : le libre-échange absolu. Il est la première œuvre de Jacques Delors, alors président de la Commission européenne. De son propre aveu, il a cherché des alliés auprès de l'ERT, la Table ronde européenne des Industriels, qui rassemble 45 patrons d'industries. Pire, Le Livre Blanc dont découle le marché unique est un pur copié-collé du texte Europe 1990 publié par l'ERT. Résultats du marché unique ? Progression du commerce, peut être, mais explosion des délocalisations et du dumping social sûrement, avec aujourd'hui la mode des «travailleurs détachés», esclaves modernes mis en concurrence avec les autres salariés.

La protection du secteur bancaire : demande des lobbys acceptée

En 2008 est survenue la pire crise financière depuis 1929. Au lieu de réguler la finance, nos dirigeants se plient aux désirs des lobbys financiers. Normal : Emmanuel Macron, ancien de Rothschild, est secrétaire général de l'Élysée, et Mario Draghi, président de la BCE, est passé par Goldman Sachs. Les gouvernements ont accouru au chevet des banques en faillite sans rien exiger en retour. Bref, un chèque

en blanc. Par ailleurs, la loi bancaire française – censée séparer les activités de dépôt des activités spéculatives – a complètement été torpillée par le lobby financier. Quant à la taxe sur les transactions financières, c'est un serpent de mer qui a bien peu de chance d'aboutir.

Les réformes du travail : patronats allemand et français à la barre

Le modèle allemand doit son origine à l'alliance entre Peter Hartz, directeur des ressources humaines de Volkswagen, membre du SPD, et Gerard Schröder, alors chancelier. Ensemble, les deux amis décident des réformes Hartz (2003-2005), quatre paquets de lois qui précarisent le travail au nom de la compétitivité. Les allocations chômage sont remplacées par une aide sociale misérable et éphémère. Depuis, les travailleurs pauvres sont toujours plus nombreux en Allemagne. Ça n'empêche pas les bienfaiteurs au Medef de louer le « modèle allemand » et d'exiger des mesures identiques. Ils ont été écarté jusqu'en 2013, la loi de sécurisation et de flexibilisation du travail (sic) – l'ANI – singe la même logique : celle de la domination totale du capital sur le travail.

Le GMT, les lobbys à la négo

Le Grand marché transatlantique est vicié dès le début. Ce projet qui remonte aux années 1990 rassemble des patrons européens et américains, au sein du Dialogue économique transatlantique. Depuis le lancement des négociations en 2013, les lobbys s'agitent et fusionnent pour créer le « Conseil Économique Transatlantique ». Leurs buts sont clairs : libre-échange total, abaissement des critères sociaux et environnementaux, et instauration d'un tribunal d'arbitrage privé qui contraindra les Etats à obéir aux multinationales. Les négociations sont bien sûr menées dans l'opacité la plus totale.

Les députés européens français **AU BANC DES ACCUSÉS**

Si le pouvoir se trouve à Bruxelles, pourquoi les partis français collaborent-ils à l'instauration du néolibéralisme en Europe ? Petit tour d'horizon de ceux qui nous vendent sans scrupule au marché.



Le Front National : l'anti-système n'est qu'un slogan marketing pour l'entreprise Le Pen. Défendre les intérêts de la France ? Pensez-vous ! Jean-Marie Le Pen a voté à plusieurs reprises en faveur des négociations du grand

marché transatlantique (GMT), qui demain peut-être autorisera une firme américaine à conduire notre pays devant un tribunal parce que son système de sécurité social constitue une concurrence déloyale pour ses activités et ses plans d'investissement.

Plus effarant encore, ceux qui se posent en défenseurs de la France rurale n'hésitent pas à la trahir : le FN a voté contre le plafonnement des aides de la PAC (Politique agricole commune) qui aurait pourtant permis un rééquilibrage des aides en faveur des petits paysans français.



José Bové et Daniel Cohn Bendit : verts pour se faire élire, libéraux une fois au Parlement européen. La gauche, ces deux-là l'ont oubliée depuis longtemps. José Bové dit dans son dernier livre qu'il est pragmatique, et qu'il faut

pousser la logique de la concurrence jusqu'au bout. Même la régulation du marché sociale-libérale, il s'assoit dessus.

Leurs faits d'armes ? Pas grand-chose à part ordonner aux parlementaires Verts français de voter le TSCG, le pacte budgétaire européen, qui met en place l'austérité en Europe et en France ! Mais les députés et les sénateurs EELV n'ont pas écouté leurs deux confrères vendus à Bruxelles.



Les trahisons du PSE (parti socialiste européen) sont trop nombreuses pour en faire une liste exhaustive. Le PSE cogère le système avec le PPE : UMP et PS sont main dans la main en Europe pour écrire les

grandes réformes libérales. Ils ont par exemple voté en faveur du semestre européen qui prévoit que les budgets nationaux soient soumis à l'avis préalable de la commission européenne. C'est ce texte qui est en cause dans la perte de notre souveraineté budgétaire.



Le PPE et l'UMP : les bras grands ouverts aux lobbys. L'Europe de la concurrence libre et non faussée c'est eux ! Voilà les seconds co-gestionnaire de l'UE. Le Traité transatlantique négocié en catimini avec l'aval du

parlement : ils en sont responsables ! La réforme injuste de la PAC qui favorise l'agro-alimentaire et les grands exploitants : responsables aussi !



Le Modem, membre de l'Alde (Alliance des Libéraux et des Démocrates pour l'Europe) : des Euro-béats. Les libéraux européens votent quasiment tous les textes européens quelles que soient les alliances qu'ils

noient. La seule valeur qu'ils défendent : la loi du marché ! Ils comptent parmi les plus grands défenseurs du Traité Transatlantique, ils sont les plus farouches opposants à l'état social et de ceux qui demandent toujours plus de rigueur et de privatisations.

Désobéir À L'EUROPE AUSTÉRITAIRE

PUBLIÉ LE 28 FÉVRIER 2014 SUR WWW.GABRIELAMARD.EU

Le Parti de Gauche promeut un programme de rupture et de désobéissance à l'Union européenne, intitulé « Sortons de l'Europe austéritaire ! Désobéir pour ne plus subir ! ». En voici les principaux engagements :

10 ruptures nécessaires avec l'Europe austéritaire :

1. Rompre avec les traités européens POUR rendre sa souveraineté au Peuple
2. Désobéir à l'Union européenne POUR engager la conversion écologique, reconstruire les services publics et défendre les droits sociaux
3. Soumettre l'Euro et la BCE POUR se libérer des marchés financiers afin de relancer l'activité et l'emploi
4. Décider un audit et des annulations de dette publique comme en finir avec la règle d'or POUR mettre fin à l'austérité et au chantage à la dette
5. Rejeter le Grand marché transatlantique POUR contrer la mainmise des États-Unis et des multinationales sur l'Europe
6. Instaurer le protectionnisme solidaire en coopération avec les autres peuples POUR lutter contre la « concurrence libre et non faussée » et le dumping fiscal, social et écologique
7. Sortir de l'OTAN POUR agir pour la paix
8. Mettre en œuvre une planification écologique à l'échelle européenne et abandonner le marché carbone et mettre en œuvre une planification écologique européenne POUR affronter le changement climatique et rompre avec le productivisme
9. Refonder la PAC, refuser les OGM, combattre la brevetabilité du vivant et l'agrobusiness POUR soutenir une agriculture écologique et paysanne
10. Défendre les principes universels de liberté, égalité, fraternité et laïcité issus de la Révolution Française



Photo © Philippe Leroyer

7 engagements de députés européens PG pour résister à l'Europe austéritaire :

1. Informer les citoyens de tous les sujets en discussion au Parlement européen
2. Voter contre toutes les mesures d'austérité, y compris budgétaires
3. Voter contre toute libéralisation des services publics
4. Voter contre la ratification du Grand Marché Transatlantique
5. Voter pour un président de la Commission européenne indépendant de la droite et des sociaux-libéraux et contre tout renouvellement des commissaires européens sortants
6. Soutenir les mobilisations sociales, écologiques et citoyennes en Europe
7. S'opposer à l'opacité du travail de la Commission et du Parlement européen et à la mainmise des lobbies



Photo © Truthout.org

Interdire **LES LOBBYS !**

PUBLIÉ LE 28 FÉVRIER 2014 SUR WWW.GABRIELAMARD.EU

Pour rendre la souveraineté aux peuples, pour faire de l'Europe une véritable démocratie, mais aussi pour engager l'urgente transition écologique, trois exigences s'imposent : interdire les lobbys, défendre les biens communs, œuvrer pour la transition énergétique.

Activité extra-parlementaire

Avec les eurodéputés Front de gauche, je dénoncerai toute collusion et tout conflit d'intérêts entre dirigeants politiques et lobbys. L'éthique que nous exigeons des autres, nous devons nous l'appliquer à nous-même. C'est pourquoi, je ne rencontrerai pas les lobbys, jamais. Il sera par contre primordial d'entretenir un dialogue constant avec les ONG, les syndicats et les associations défendant l'intérêt général.

Nous soutiendrons toute initiative citoyenne européenne visant la réglementation plus stricte et l'interdiction des lobbys. Nous pourrions également en lancer une, si aucune action n'émane de la société civile.

Activité parlementaire

Le groupe parlementaire devra revendiquer l'interdiction des lobbys, par la voie d'une ICE, la voie des amendements, ou en proposant une directive à la Commission. Rappelons que le Parlement européen ne dispose pas du droit d'initiative législative. Les lobbys visés seront les groupes de pression des multinationales, des financiers, comme la Fédération bancaire européenne, ou le Business Europe par exemple.

A défaut de réussite sur cet objectif, nous nous battons néanmoins pour une réglementation plus stricte des lobbys. Cette réglementation se fondera sur une charte du lobbying que nous écrirons et qui se sera transcrite dans une proposition d'ICE ou de directive. Tout d'abord, l'inscription sur un registre public des lobbys et les lobbyistes aux institutions européennes sera rendue obligatoire. Il y sera fait mention de leur adresse, de leurs missions, de leur budget, de leurs collaborateurs, de leurs financeurs, de leur agenda. Pour plus de transparence, les députés, commissaires et tous les acteurs de la fonction publique européenne auront l'obligation de publier tous les documents (et cadeaux) que les lobbys leur ont transmis. Les budgets des lobbys seront plafonnés, sur le modèle des campagnes électorales. L'activité de lobbying sera interdite en cas de condamnation par une cour de justice nationale d'un État membre ou de la Cour de Justice européenne de faits de corruption, prise illégale d'intérêts, trafic d'influence, et de fraude fiscale. La proposition instaurera un délai de 5 ans entre le passage de la fonction publique européenne ou d'un mandat politique européen aux activités attachées au lobbying. Par conséquent, un délit de pratique illégale ou abusive du lobbying sera instauré.

Défendre les biens communs ET LES SERVICES PUBLICS !

PUBLIÉ LE 28 FÉVRIER 2014 SUR WWW.GABRIELAMARD.EU

Activité extra-parlementaire

Je ferai la promotion de la gestion publique – notamment de l'eau – partout où elle est possible, tout en signalant que celle-ci doit s'accompagner d'un contrôle citoyen et de la prise en compte des enjeux écologiques. En plus de soutenir les syndicalistes qui défendent le service public, je m'engagerai dans la création d'un comité de vigilance européenne sur la destruction des services publics

Activité parlementaire

Conformément à l'idée que je me fais des droits humains, je proposerai la sanctuarisation des services publics gérant les biens communs, ce qui requiert une gestion publique. Par conséquent, je m'opposerai à l'ensemble des textes qui entendent déréguler les marchés et promouvoir la libéralisation des services publics.

Cela suppose de proposer une révision de la législation sur la concurrence et de refuser le Grand marché transatlantique, dont l'un des termes est l'ouverture totale des marchés publics. Notre proposition va à rebours de cette logique : c'est l'instauration d'une clause autorisant la libre administration des biens communs, donc le droit à gérer de manière publique, en collectivité ou par l'État, les services publics. Mais c'est également une clause autorisant le protectionnisme dans le cadre des marchés publics, à minima européen, et l'autorisation de conditionner le marché public à des normes élevées en matière sociale, environnementale, et de proximité.

Étendre les droits sociaux et environnementaux

Activité extra-parlementaire

Tout député aux convictions écologistes doit soutenir les mobilisations citoyennes et les ICE touchant aux droits environnementaux. Pour cela les députés européens doivent recevoir et porter la voix des associations de défense de l'environnement, de défense des consommateurs. Dans cet esprit, il est nécessaire d'alerter sur les dangers des grands projets inutiles qui sont destructeurs pour l'environnement comme l'aéroport Notre Dame des Landes. Mon rôle comme député européen issu du Parti de Gauche sera de faire avancer l'idée de la nécessité d'une planification écologique concertée entre les États membres.

Activité parlementaire

Il faut donc militer et proposer la mise en place d'un plan de sortie commun de l'énergie nucléaire. L'utilisation de cette énergie nous

engage toutes et tous, puisque nous en partageons les risques. Le territoire européen qui a été touché par Tchernobyl doit aller vers une prise de conscience de ce péril.

Au lieu de promouvoir la règle d'or budgétaire, il nous faudra proposer la mise en place d'une règle verte européenne, pour transmettre la Terre en bon état aux générations futures. En effet, d'année en année, les ressources renouvelables en un an s'amenuisent : la règle verte fera en sorte que les ressources naturelles ne soient pas exploitées au-delà du seuil de ce que la planète peut reconstituer en un an. Cette règle verte va bien au-delà du respect néanmoins nécessaire de l'ensemble des chartes environnementales et du protocole de Kyoto. C'est pourquoi je plaiderai en faveur d'une réglementation européenne plus forte en matière de transition énergétique.

En l'occurrence, la transition énergétique ne peut se faire en restant dans une logique de marché. C'est tout le sens des thèses de l'écocapitalisme qui devront être mises en œuvre par la planification écologique. Un député résolument écologiste doit donc demander l'arrêt immédiat du marché de carbone européen qui est inefficace et coûteux. Dans cette optique, nous devons proposer une feuille de route de la planification écologique engageant des actions sur la transition énergétique, la sobriété énergétique et l'agriculture biologique.

Je proposerai des coopérations renforcées entre les États, afin de créer un noyau dur de services publics de l'énergie cogérés par les États qui le veulent dans le cadre de leur transition énergétique. Au niveau des collectivités, je proposerai la même chose pour les territoires frontaliers européens, tout en promouvant la nécessaire cogestion des services publics avec les usagers. De même, de telles coopérations doivent être menées avec les pays de la Méditerranée. Et de manière plus large, nous devons réfléchir au potentiel qu'offre la mer. Sur le plan social, je proposerai une évolution des cadres législatifs en faveur d'une harmonisation par le haut des droits sociaux, en terme notamment de protection sociale et de salaire minimum. Ce sont les fondamentaux de notre pacte politique et social, les bases de la relance économique. Je travaillerai de la sorte à l'éradication du dumping social. Je proposerai également l'instauration d'un protectionnisme solidaire européen, pénalisant l'importation de produits fabriqués dans des conditions sociales et environnementales indignes.





Notre ennemi invisible, **LES LOBBYS**

PUBLIÉ LE 28 FÉVRIER 2014 SUR WWW.GABRIELAMARD.EU

Pour obtenir de nouveaux droits, pour protéger nos biens communs. Il faut mener une bataille acharnée contre les lobbys. Combattre les lobbys, c'est lutter pour la démocratie contre la dictature des oligarques.

Lorsque j'étais maire, l'une de mes premières actions avec d'autres élus locaux, fut de chasser la Sita, filiale de Suez Environnement, spécialisée dans la gestion des déchets. Nous avons alors créé un syndicat intercommunal afin que les services publics soient gérés dans le souci de l'intérêt général.

En tant que président de communauté d'agglomération, j'ai créé une régie publique de l'eau et de l'assainissement en 2011, débarrassant le bassin de vie de Veolia et de la Lyonnaise des Eaux. La tarification est progressive et différenciée selon les usages assurant à la fois la justice sociale et l'exigence écologique. Les premiers mètres cubes d'eau, indispensables à la vie, sont gratuits, conformément à l'idée du droit à l'eau. J'ai toujours lutté contre les lobbys dans mon action locale, afin de promouvoir les biens communs et les services publics. Je ne changerai pas si je suis élu au Parlement européen.

Le pouvoir dont disposeront les députés de notre groupe politique, la GUE-NGL (la Gauche unitaire européenne – Gauche verte nordique) dépendra de leur nombre au Parlement européen. Plus notre score sera élevé aux élections européennes, plus nous pourrons défendre ces idées et promouvoir des projets législatifs allant dans ce sens.

Cher-e-s lectrices et lecteurs, j'ai grand plaisir à



vous annoncer la sortie, le 17 mars 2014, de mon nouveau livre, intitulé *Le Grand trafic néolibéral*, aux éditions Bruno Leprince. J'y démontre la manière dont est née et fonctionne l'Europe austéritaire. Ce «manuel de désobéissance européenne» fournit une critique sérieuse et docu-

mentée de l'influence croissante des lobbys sur les décisions européennes.

Durant ces 25 dernières années avant de m'installer dans le Jura, je n'ai eu de cesse de me battre pour sortir les lobbys et la finance de la vie communale. Mon combat le plus emblématique est sans nul doute celui contre les multinationales de l'eau, que je raconte dans *L'eau n'a pas de prix* et *La Guerre de l'eau*. En 2011, alors président de la communauté d'agglomération Les Lacs de l'Essonne, j'ai animé une équipe de citoyens, de professionnels et d'élus pour créer une régie publique de l'eau et de l'assainissement, sortant ainsi du système Veolia. Pour avoir été directement confronté à la pression hostile des multinationales, je connais les enjeux relatifs aux trafics d'influence qui s'exercent en marge de la légalité pour capter la décision publique. Suez Environnement aurait ainsi payé 110 000 euros le cabinet de communication Vae Solis corporate pour me démolir et conserver sa position.

Prenant appui sur cette expérience, mais portant le sujet à une échelle différente, je vous propose donc, dans *Le Grand Trafic néolibéral*, de découvrir les projets néolibéraux et les méthodes frauduleuses des lobbys européens pour maîtriser le processus législatif. Europe 2020, Politique agricole commune, TSCG, j'explore chacune des grandes politiques européennes infectées par les conflits d'intérêts sur lesquels jouent habilement les grandes firmes pour préserver et étendre leurs intérêts.

Au moment où l'extrême droite et les intégristes religieux prospèrent sur la peur notamment de l'Europe, où tout le monde sent confusément que le pouvoir exercé par Bruxelles contrevient aux principes élémentaires de la démocratie, cet ouvrage, je l'espère, apportera une réflexion et des perspectives salutaires par leur clarté.

J'essaie de dépasser la critique pour des propositions neuves et vigoureuses, ouvrant à nouveau un champ des possibles nettement plus enthousiasmant que le déclinisme européen qui submerge de toute part l'espace public. Mais pour ça une chose est catégoriquement requise : retrouver la souveraineté populaire.

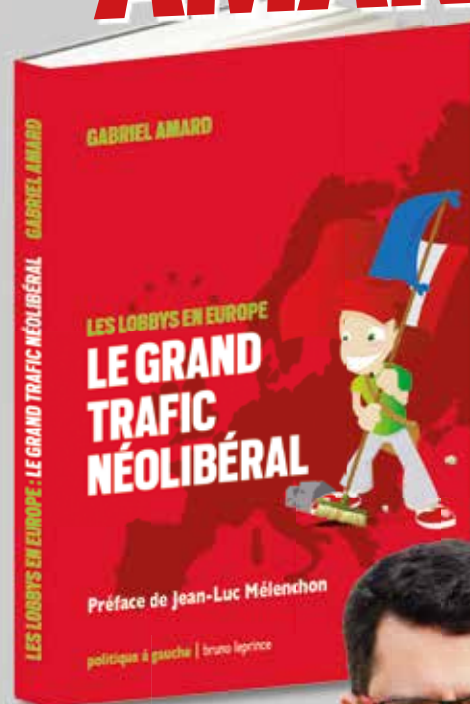
**La revue «C'est possible»
est disponible sur le blog de Gabriel Amard :
www.gabrielamard.fr**

N°1, L'écologie pour de vrai
N°2, Vive la révolution citoyenne
N°3, En Europe et partout ailleurs, Place au Peuple



JEAN-LUC MÉLENCHON

GABRIEL AMARD



En librairie

aux éditions Bruno Leprince

La règle Verte

Ce livre présente les textes et discours sur l'écologie que Jean-Luc Mélenchon a développés au nom du Front de Gauche pendant la campagne présidentielle. Ces idées ont été soutenues par les bulletins de vote de 4 millions d'électeurs conscients d'écrire une page nouvelle de l'histoire politique dans notre pays. Visant l'éducation populaire, ces textes sont nourris de l'expérience des luttes sociales et écologistes.

En rupture avec la règle d'or de l'austérité, La règle verte résume l'exigence qui est celle de l'humanité tout entière : éteindre la dette écologique engendrée par le capitalisme et le productivisme. Car la catastrophe écologique s'accélère. Une politique concrète permet de puiser dans ce défi mortel le ressort d'un passionnant rebond de l'histoire de la civilisation humaine. Cette situation révèle l'existence d'un intérêt général humain : préserver l'écosystème qui rend la vie humaine possible. Pour assumer cette part de notre devoir devant l'humanité, ce livre propose une méthode, celle de la planification écologique. Il contribue à poser les bases d'une nouvelle doctrine pour la gauche, celle de l'éco-socialisme.

Jean-Luc Mélenchon est député européen du Front de Gauche depuis juillet 2009. Co-président du Parti de Gauche, il a été le candidat du Front de Gauche à l'élection présidentielle de 2012.

Aux éditions Bruno Leprince
5 euros – 144 pages

www.jean-luc-melenchon.fr

Le grand trafic néolibéral

Gabriel Amard a lutté pendant 25 ans, pour sortir les lobbys et la finance de la vie communale. Son combat le plus emblématique est sans nul doute celui contre les multinationales de l'eau, qu'il raconte dans La Guerre de l'eau, et L'eau n'a pas de prix. Pour toutes ses actions en faveur des biens communs du vivant, il s'est vu remettre un passeport de citoyenneté universelle à la Maison de l'UNESCO en mai 2013.

Dans Le Grand Trafic néolibéral, il démonte la manière dont est née et surtout la façon dont fonctionne l'Europe austéritaire. Un « manuel de désobéissance européenne », voilà la nouvelle arme qu'il propose pour expliquer et lutter contre l'Europe des lobbys, pour débusquer les endroits où les intérêts particuliers se substituent à l'intérêt général.

Cette clarification est plus que nécessaire au moment où les extrémistes et les intégristes de tous bords prospèrent sur la peur de l'Europe. Europe 2020, Politique agricole commune, TSCG, le militant du parti de gauche décrypte pour vous avec précision chaque recoin de la novelangue européenne. Il explore chacun des lieux de la domination des marchés, pour que le peuple s'en mêle, pour qu'une remise en cause de ce système puisse avoir lieu et plaide pour l'interdiction des lobbys.

Gabriel Amard est co-fondateur du Parti de Gauche, secrétaire national du PG et Président de la Gauche par l'exemple.

Aux éditions Bruno Leprince
7 euros – 200 pages

www.gabrielamard.fr

